

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1090>

Elie Domota : Nous n'avons pas le choix...

SÃ© swa Yo, swa Nou

- Dossier spÃ©cial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 2 octobre 2009

Date de mise en ligne : mercredi 16 septembre 2009

Mis Ã jour le : mercredi 16 septembre 2009

UGTG.org



Nous pouvons Ãªtre fiers de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons.

Byen bonswa tout moun,

PÃ©p Gwadeloup, nous avons le soutien fraternel de beaucoup de travailleurs sur la terre. Nous avons rencontrÃ© [lors du dÃ©placement de 5 jours en France] des travailleurs camerounais, gabonais, mauritaniens, commoriens, togolais, des travailleurs franÃ§ais, des reprÃ©sentants des partis politiques, et mÃªme monseigneur Gaillot... Et tous nous ont dit de ne pas lÃ©cher, que nous avons raison (de lutter).

Camarades, Ã la [FÃªte de L'HumanitÃ©](#), nous sommes intervenus dans plusieurs meetings et confÃ©rences et les responsables de la FÃªte sont venus nous confier que c'Ã©tait la premiÃ¨re fois qu'ils voyaient autant de monde prÃ©sent aux confÃ©rences. [Nous sommes aussi intervenus le dernier jour](#) devant plus de 40 000 personnes et je peux vous affirmer que nous pouvons Ãªtre fiers de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons.

Nous pouvons en Ãªtre trÃ¨s fiers, et nous Ã©tions mÃªme Ã certains moment gÃ©nÃ©s car il arrivait que des participants nous regardent comme des "maÃªtres" ; et Ã certains moments ils venaient nous demander des "conseils". Nous leur avons Ã tous rÃ©pondu que chacun fait ce qu'il faut, mais qu'il s'agit avant tout de se battre.

Le gouvernement Sarkozy est un Ã©tat policier qui a dÃ©libÃ©rÃ©ment choisi de faire de l'action syndicale un crime.

Nous pouvons Ãªtre fiers. Contrairement Ã ce que quelques journalistes du Figaro et de L'Express Ã©crivaient, Ã savoir que les gwadeloupÃ©ens sont racistes, eh ben les franÃ§ais eux ne le pensent pas du tout. Les travailleurs de France nous apprÃ©cient et voient en nous un modÃ¨le de lutte Ã dÃ©velopper chez eux aussi. Et Ã plusieurs reprises, ils nous ont interrogÃ© sur ce qu'il leur fallait faire pour nous aider. Nous leur avons dit que ce qu'ils avaient Ã faire, eh ben, c'est justement de "mettre en route" [enclencher la vitesse supÃ©rieure, mettre la pression] sur Sarkozy aussi.

Nous avons rencontrÃ© les travailleurs de MOLLEX, de [CONTINENTAL](#), de GOODYEAR, de la POSTE, et tous sont sur la mÃªme ligne que le LKP. Et ils nous ont affirmÃ© s'Ãªtre aussi inspirÃ©s de notre lutte pour entrer en mouvement.

Nous avons Ã©galement rencontrÃ© les travailleurs kanaks de L'USTKE qui sont actuellement en France, parce que nous savons tous que 7 de leurs dirigeants ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ© puis condamnÃ©s. Et qu'aujourd'hui la cour d'appel [de NoumÃ©a] a condamnÃ© le prÃ©sident du syndicat [[GÃ©rard JODAR](#)] Ã neuf mois de prison ferme. Parce qu'ils avaient pÃ©nÃ©trÃ© sur une piste d'aÃ©roport fermÃ©e et dans un avion vide, la justice a considÃ©rÃ© qu'ils avaient entravÃ© la circulation des avions. Alors, IÃ© aussi ils nous adressent leur solidaritÃ© et nous aussi nous leur adressons [notre solidaritÃ©](#). Car aujourd'hui on comprend bien que le gouvernement Sarkozy est un Ã©tat policier qui a dÃ©libÃ©rÃ©ment choisi de faire de l'action syndicale un crime.

Jodila, nous avons plusieurs militants de L'UGTG qui ont reÃ§u la visite Ã leur domicile de la gendarmerie pour des prÃ©lÃ©vements de leur ADN.

Jodila, un militant syndicaliste est considÃ©rÃ© comme Ã©tant pire qu'un pÃ©dophile ; avec des prÃ©lÃ©vements d'ADN.

Nous avons vu la maniÃ¨re dont ils ont condamnÃ© les salariÃ©s de CONTINENTAL Ã 5 mois de prison avec sursis pour avoir dÃ©fendu leur emploi.

Jodila, pour L'USTKE en Nouvelle CalÃ©donie qui se rebelle contre l'ordre colonial, c'est la mÃªme chose.

! Nous le redisons Ã ce prÃ©fet : mettez vous au travail

Nous avons vu tous les rapports qu'ils ont produit ([rapports sur l'essence](#), [rapport sur les prix](#) qui affirme que ni l'octroi de mer ni les coÃ»ts du transport ne peuvent justifier de tels Ã©cart) qui dÃ©montrent trÃ©s clairement qu'ils nous volent. Mais ces rapports prÃ©tendent aussi qu'il n'y a pas assez de concurrence, qu'il faut plus de concurrence pour faire baisser les prix. Et IÃ© dessus monsieur Willy ANGELE [prÃ©sident du MEDEF Guadeloupe] a dÃ©jÃ annoncÃ© la couleur en affirmant qu'ils voulaient [eux le patronat] faire de la Guadeloupe le [Singapour de la CaraÃ©be](#). A Singapour, c'est la prostitution IÃ©galisÃ©e, c'est le travail des enfants, il n'y a pas de couverture sociale, il n'y a pas de syndicats, les gens travaillent 40 heures et dorment debout. VoilÃ ce qu'ils nous proposent ! Le Singapour de la CaraÃ©be...

On comprend donc encore mieux les choses Ã la lecture de tous ces rapports qui disent qu'il y a quelques groupes, pour ne pas dire quelques grandes familles possÃ©dant plus de 40% des surfaces commerciales dans ce pays ; qu'il y a des ententes illicites entre les grossistes et les distributeurs ; qu'il y a des accords d'exclusivitÃ© qui permettent Ã certains d'imposer leurs prix...

Et bien Ã©videmment l'Etat est au courant. Mais il faut dire la vÃ©ritÃ© : Tous ces fonctionnaires de l'Etat prÃ©sents Ã la DRIRE, Ã la DIREN, Ã la prÃ©fecture, ne sont qu'une bande de pistonnÃ©s fainÃ©ants qu'on nous envoie ici en Guadeloupe. Monsieur Ambroise [Jean Jacques, directeur rÃ©gional de la direction de la concurrence et de la rÃ©pression des fraudes, remerciÃ© discrÃ©tement en juillet dernier] Ã©tait membre de l'Observatoire des prix. Il est restÃ© six ans comme directeur de la DRCRF en Guadeloupe sans jamais effectuer un contrÃªle. Ils sont ici , et ils se la coulent douce... Mais ils se la coulent douce entre eux : avec les DESPOINTES [un des clans bÃ©kÃ©s installÃ©s en Guadeloupe] ; sur les yachts des HAYOT [premiÃ¨re fortune bÃ©kÃ©e de la Martinique] le week-end ; en participant Ã des soirÃ©es piscines dans leurs rÃ©sidences... Comment dÃ©s lors peuvent-ils aller ensuite contrÃªler le magasin de leurs hÃªtes ?

VoilÃ la triste vÃ©ritÃ© ! Lorsqu'il s'agissait de donner des autorisations d'organiser des vivanderies (soirÃ©es) au [Mercury Day](#), c'est les mÃªmes que l'on y retrouvait : Les Affaires Maritimes et la PrÃ©fecture ! Ils sont entre eux, ils organisent leurs vivanderies, ils se la coulent douce dans notre pays... Et aprÃ©s cela, ils iraient contrÃ´ler un quelconque magasin ?!

Le prÃ©fet a prÃ©tendu que les brigades de contrÃ´le des prix que nous mettons en place sont illÃ©gales. Mais nous le redisons Ã ce prÃ©fet : sortez de votre sieste et mettez vous au travail !

L'Etat franÃ§ais, le principal garant de la pwofitasyon est associÃ©e aux malfaiteurs qui nous volent

C'est Ã©crit dans le protocole : l'Etat s'engageait Ã mettre sur pieds des brigades de la rÃ©pression des fraudes pour contrÃ´ler et sanctionner les dÃ©rives ! Ils ne l'ont jamais encore fait ! Et curieusement, lorsqu'il a su que nous mettions sur pied des brigades, il s'est empressÃ© de demander Ã ses services de s'activer pour procÃ©der Ã des contrÃ´les...

Mais nous savons d'Ã©jÃ que cela n'aboutira Ã rien : car comme je l'ai expliquÃ© Ã l'instant, le samedi ils sont sur la plage ou autour d'une piscine Ã manger ensemble leurs grillades et Ã savourer ensemble... VoilÃ la rÃ©alitÃ© : c'est une association de malfaiteurs.

Jodila, l'Etat franÃ§ais, qui est le principal garant de la pwofitasyon, est associÃ© aux malfaiteurs qui nous volent !

Et jodila, ils ont choisi une GuadeloupÃ©enne, Marie Luce Penchard, pour Ãªtre leur bras armÃ© afin qu'ils continuent Ã nous spolier ! Et le camarade de L'UNSA [GÃ©rard Alidor, "camarade parrain", secrÃ©taire de L'UNSA] a raison : si elle avait rÃ©ellement la fiertÃ© d'Ãªtre guadeloupÃ©enne, elle n'aurait pas acceptÃ© ce vol et aurait dÃ©missionnÃ©. Car comme nous le disons ici : apa paskÃ zÃ l a ravÃ t vewni, kÃ sÃ© bon vyann...

VoilÃ ainsi qu'ils entendent nous avoir : comme elle est guadeloupÃ©enne, ils nous demandent d'Ãªtre "responsables", "raisonnables", d'Ãªtre "gentils"... Mais "gentils" = kouyon !!! Et c'est cela qu'a Ã©galement rÃ©clamÃ© sa mÃªre [Lucette Michaux-Chevry, ancienne secrÃ©taire d'Ã©tat Ã la francochonie, ancienne prÃ©sidente du conseil gÃ©nÃ©ral puis du conseil rÃ©gional de Guadeloupe, aujourd'hui sÃ©natrice] qui nous demande de nous assoir autour d'une table pour discuter... **Nou paka palÃ© ankÃ© ! Que chacun fasse son boulot, que chacun prenne ses responsabilitÃ©s...** Car tous ces rapports qui nous donnent raison prouvent une nouvelle fois que leurs Ã©tats gÃ©nÃ©raux n'Ã©taient qu'une vaste blague...

DerniÃ©rement je suis tombÃ© sur [le texte de quelqu'un qui a participÃ© Ã l'atelier sports des Ã©tats gÃ©nÃ©raux...](#) Et ces jours-ci, il fulmine car il a encore tout ce qui a Ã©tÃ© produit par cet atelier a Ã©tÃ© "oubliÃ©" dans la synthÃ©se finale... Comme s'il pouvait l'ignorer... Pendant notre visite en France, nous avons Ã©galement rencontrÃ© des personnes en colÃ©re qui avaient participÃ© aux "Ã©tats gÃ©nÃ©raux de la mÃ©tropole" et qui considÃ©raient qu'on les avait "roulÃ© dans la farine" (dixit).

Ainsi, l'Etat franÃ§ais organise des Ã©tats gÃ©nÃ©raux, vous berce d'illusions, vous manipule, et vous continuez pour autant Ã y croire... C'est ce mÃªme Etat qui affirmait qu'il allait prendre des dÃ©cisions Ã l'issue d'une rÃ©union interministÃ©rielle... Mais madame Penchard, elle, n'attend pas pour prendre des dÃ©cisions en faveur de la [SARA](#) [SociÃ©tÃ© Anonyme de Raffinerie des Antilles].

C'est extraordinaire ! Elle a pris des dÃ©cisions : elle a baissÃ© les marges de la [SARA](#), elle a baissÃ© les marges des compagnies pÃ©troliÃ©res, elle a baissÃ© la taxe de dÃ©pÃ¢t, supprimÃ© la taxe sur les huiles usÃ©es, ... Et malgrÃ© cela l'essence augmente de 22 centimes... [1]

Car bien Ã©videmment cette hausse nous est administrÃ©e par petites doses pour qu'on ne la "sente" pas : mais c'est bien 22 centimes d'augmentation qu'ils ont dÃ©cidÃ©.

Nous n'avons pas d'autre solution : la mobilisation et l'action.

Ils ont dÃ©jÃ [donnÃ© Ã TOTAL 44 millions](#) et prÃ©voient de lui en verser autant encore d'ici la fin de l'annÃ©e. Le gouvernement est donc alliÃ© aux pwofitan et madame Penchard est leur bras armÃ©. Alors camarades, nous n'avons d'autre solution que celui de la mobilisation et de l'action.

Mais seulement, nous leur disons que **nou paka bwÃ© soup annou cho...** Nous organisons tous ces jours [des meetings](#) dans les communes et distribuons des tracts. Camarades, participez Ã ces meetings, lisez les tracts, faites un peu de sport... pour que le moment venu on puisse les affronter. Parce que de toutes les faÃ§ons, nous n'avons pas le choix : c'est soit eux, soit nous, **sÃ© swa Yo, swa Nou**. Et nous avons choisi le Nou, car c'est notre pays, camarades !

**Ansanm nou ka litÃ©, Ansanm nou kÃ© gannyÃ© !
Jou nou kÃ© mÃ©tÃ© a jounou, pÃ©kÃ© vwÃ© jou !**

MÃ©si !

Elie Domota,
Meeting du LKP, mardi 15 septembre 2009
An bik la, palais de la MutualitÃ©

[1] La prÃ©fecture de Guadeloupe a annoncÃ© en catimini mardi soir une augmentation de six centimes, alors que le prix des carburants avait Ã©tÃ© gelÃ© en fÃ©vrier 2009 lors de la grÃ¢ve gÃ©nÃ©rale. L'augmentation prend effet mercredi matin. Le prix du litre de super passe de 1,08 Ã 1,14 euro et celui du gazole de 0,90 Ã 0,96 euro.